



CONTRIBUTION AU GRAND DEBAT

Jeudi 21 Février 2019

Maison du peuple, 82000 Montauban

1 - DEMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

- ❖ Former les élèves à la citoyenneté,
- ❖ Enseigner l'art du débat à l'école,
- ❖ Augmenter l'instruction civique à l'école,
- ❖ Désynchroniser les élections présidentielles et législatives,
- ❖ Rendre le vote obligatoire (2),
- ❖ Reconnaître le vote blanc (avec vote obligatoire) et revoter si aucun candidat n'atteint la majorité absolue,
- ❖ Etablir une dose de proportionnelle pour 30% des députés et des sénateurs avec un minimum de 5% pour être élu, à mettre en place lors des prochaines élections,
- ❖ Limiter les maires à deux mandats pour les villes de plus de 10 000 Habitants, limite à mettre en place dès les municipales 2020,
- ❖ Inscrire le droit au travail dans la Constitution,
- ❖ Interdire aux hauts fonctionnaires les va et vient entre la politique et leur poste administratif,
- ❖ Interdire la politique aux énarques (2),
- ❖ Supprimer les grandes écoles,

- ❖ Limiter à 2 mandats pour tous les élus (par scrutin),
- ❖ Interdire aux hauts fonctionnaires de faire carrière dans la même administration,
- ❖ Réduire le salaire des hauts fonctionnaires,
- ❖ Supprimer le CESE et les CESER,
- ❖ Supprimer des centaines d'agences et comités « Théodule » qui ne sont là que pour caser les politiques en fin de course,
- ❖ Faire lire les projets de lois par un groupe de citoyens tirés au sort qui s'assurera de son intelligibilité, avis inscrit en tête du texte et présenté à la discussion des assemblées. Cet avis devrait accompagner aussi obligatoirement toutes les propositions de loi. Ce jury de citoyens disposerait de l'aide du conseil d'état et pourrait y choisir un ou plusieurs rapporteurs,
- ❖ Rééquilibrer le pouvoir entre l'Elysée et les députés (50 % de lois proposées par députés),
- ❖ Tirer au sort un pourcentage de citoyens qui participeront à l'élection des sénateurs,
- ❖ Tout élu condamné devrait être radié de tout mandat électif et de tout emploi public.

2 - Fiscalité et dépenses publiques

- ❖ Ajouter sur la déclaration d'impôt le montant annuel de toutes les prestations et/ou aides versées (pour information),
- ❖ Supprimer les niches fiscales qui ne sont pas en lien avec l'emploi,
- ❖ Cibler le CICE sur les petites entreprises avec obligation de création d'emploi,
- ❖ Adapter le taux CSG aux ressources des personnes,
- ❖ Eduquer/informer les salariés sur le détail de la fiche de paye,
- ❖ Revenir sur la loi de finance PLFS 2019 pour rétablir la participation de l'état sur la totalité du financement des mesures d'exonération des cotisations décidés par le gouvernement,

- ❖ Imposer un montant d'impôt à tous les contribuables (minimum de x €),
- ❖ Ne pas dépasser 2 niveaux administratifs (Réduction du mille-feuilles administratif),
- ❖ Rétablir les cotisations sociales salariés et employeurs (Exple chômage) afin de sortir le financement du budget général de l'état,
- ❖ Rétablir la revalorisation automatique des pensions de retraite avec le taux d'inflation et avec effet janvier 2019,
- ❖ Mettre fin aux privilèges, l'Etat doit donner l'exemple,
- ❖ Supprimer les retraites à vie pour les ministres, les députés et sénateurs (limitation à trois ans après leur fin de mandat)
- ❖ Diminuer la TVA (à zéro %) pour les produits de 1ère nécessité,
- ❖ Augmenter la TVA des produits de luxe,
- ❖ Ajouter « zéro dépense inutile » à la constitution,
- ❖ Taxer les GAFAs au prorata de leur chiffre d'affaires en France,
- ❖ Supprimer les droits de succession pour tout héritage en dessous de 200 000 €.

3 - Immigration et intégration

- ❖ Répartir les émigrés sur tous les pays Européens, renégocier l'accord « Dublin III » signé en 2013,
- ❖ Donner le droit au travail dès leur arrivée (2),
- ❖ Passer un examen avec obtention d'un diplôme lors de la demande de nationalité Française,
- ❖ Les étrangers doivent respecter les valeurs de la République,
- ❖ Enseigner / expliquer à tous les Français les procédures et les droits liés à l'immigration,
- ❖ Remplacer « immigration » par « assimilation » (nation, territoire, culture et langue),

- ❖ Rendre obligatoire la mixité à l'école, dans la vie sociale et dans l'urbanisme,
- ❖ Immigration « oui » mais avec une volonté d'intégration et avec un projet de vie,
- ❖ Accueil de tous les immigrés persécutés ou en danger de mort dans leur pays,
- ❖ Passer à une immigration sélective comme en Australie ou au Canada,
- ❖ Combattre l'escroquerie aux prestations sociales,
- ❖ Supprimer la hausse des frais pour les étudiants étrangers, suppression dès la rentrée 2019.

4- TRANSITION ECOLOGIQUE

- ❖ Créer une banque écologique européenne et même mondiale,
- ❖ Agir pour que la taxe sur les transactions financières soient appliquées par tous les pays Européens,
- ❖ Ne plus laisser l'urbanisme aux seuls maires,
- ❖ Ne pas laisser transférer les barrages au privé, (Annulation de l'accord signé avec l'Europe en janvier 2018),
- ❖ Eviter l'étalement urbain,
- ❖ Mettre l'effort financier sur le stockage de l'énergie,
- ❖ Interdire le glyphosate,
- ❖ Surtaxer les produits consommés hors saison,
- ❖ Subventionner une Eolienne et le photovoltaïque pour chaque maison,
- ❖ Taxer les banques qui investissent hors plan climat mondial (Accord de paris)
- ❖ Taxer les grands pollueurs (Transport maritime international et les compagnies aériennes),

- ❖ **Interdire l'obsolescence programmée,**
- ❖ **Détaxer les produits alimentaires produits localement (produits livrés en vrac),**
- ❖ **Créer obligatoirement dans toutes les villes des voies cyclables continues et protégées,**
- ❖ **Utiliser des transports publics obligatoirement non polluants,**
- ❖ **Offrir des transports alternatifs en campagne,**
- ❖ **Mettre fin à l'artificialisation de ce qui reste des zones végétalisées dans l'espace rural, ceci par et dans le cadre d'une application rigoureuse des textes qui constituent le Droit sur l'Eau (lutte contre les inondations et contre la sécheresse),**
- ❖ **Obliger les villes de plus de 100 000 habitants de disposer d'au moins 25% d'énergies renouvelables (dans les 5 ans à venir).**